

La laïcité, un principe universel?

La laïcité – et sa prétention à la même universalité philosophico-politique que les autres droits humains proclamés après la Seconde Guerre mondiale – a été exposée à de nombreuses contestations émanant de plusieurs cercles de pensée culturellement et géographiquement très différents.

Valentine ZUBER, directrice d'études à l'Ecole pratique des hautes études (université Paris-Sciences-et-Lettres-PSL)

La première des critiques à laquelle la laïcité a été exposée émane de la sphère religieuse elle-même. A la suite de sa déclaration sur la liberté religieuse émise lors du Concile Vatican II, l'Eglise catholique (elle aussi une institution à vocation universelle) a pourtant considérablement changé son discours centenaire et traditionnel de défiance théologique vis-à-vis de la philosophie politique libérale, prônant une séparation à la fois institutionnelle et fonctionnelle entre les sphères temporelles et spirituelles dans le gouvernement des Etats de droit.

L'adhésion loyale des évêques français au système laïque français au lendemain de la Seconde Guerre mondiale n'a pourtant pas éteint toutes les critiques catholiques sur une application, jugée parfois trop stricte, de ce principe exclusif du religieux en politique. Le magistère catholique a ainsi régulièrement rappelé sa propre compréhension de la laïcité. S'il considère en effet que le système de l'Etat laïque est finalement plus sûr, en matière de garantie effective de la liberté religieuse, que celui de l'Etat confessionnel, il met aussi en garde le premier contre une politique qui serait marquée par un laïcisme jugé exagéré vis-à-vis des propositions religieuses. En ce sens, tout système politique qui relèguerait l'expression de la spiritualité à la seule sphère privée de l'Homme amputerait ce dernier d'une bonne part de son humanité et donc ne respecterait pas sa dignité essentielle.

Une disqualification dans la sphère musulmane

Une critique plus radicale a émergé un peu plus tard dans la sphère musulmane. Celle-ci s'est exacerbée ces dernières années en raison d'une conjoncture géopolitique nouvelle, qui a contribué

à polariser les positions à ce sujet. Cette nouvelle critique émanant des tenants d'un islam à la fois culturel et politique a fait le lit de cette opposition, supposée ontologique, de l'islam d'avec la laïcité. Il faut dire que la pratique de cette dernière – incarnée pendant de nombreuses années dans plusieurs Etats de culture musulmane au lendemain de la décolonisation – a particulièrement contribué à sa défaveur actuelle dans la pensée islamique. Les laïcités mises en œuvre par ces Etats étaient en effet bien plus marquées par le réel autoritarisme nationaliste de ses dirigeants que par leur prise en compte des aspirations proprement individuelles de leurs populations⁽¹⁾. Le relatif échec des printemps arabes (hormis peut-être la fragile exception tunisienne ?) a signé la fin de ces aspirations et la disqualification (durable ?) de la laïcité dans ces espaces.

A la critique proprement religieuse se sont donc surajoutées une impossibilité politique et une opposition de type diplomatique. Les déclarations des droits de l'Homme en islam, subordonnant inconditionnellement les lois humaines aux lois de Dieu, se sont multipliées depuis les années 1980⁽²⁾. Emanant de groupements politiques – et non uniquement d'une organisation spécifiquement religieuse –, leur interprétation « islamique » des droits de la personne humaine apparaît comme bien plus dangereuse pour l'ordre juridique universaliste mondial que la seule critique théologique issue du monde islamique ou catholique. Applicables de manière toute spécifique aux pays de civilisation islamique, ces différents textes émanent tous de groupements politiques constitués d'Etats musulmans (qui ne se confondent pas avec les seuls Etats arabes). Et c'est à propos du droit à la liberté religieuse, et à la liberté d'expression (et donc la laïcité,

(1) Pierre-Jean Luizard, *Laïcités autoritaires en terres d'islam*, Fayard, 2007.

(2) Mohammed Amin Al-Midani, *Les Droits de l'homme et l'islam, textes des organisations arabes et islamiques*, 2^e éd. revue et dotée de nouveaux textes, université de Strasbourg, 2010.

via l'exercice individuel de la liberté politique et de la citoyenneté), que ces déclarations s'avèrent les plus menaçantes pour la généralisation de l'idée laïque à travers le monde.

En Occident, des oppositions exacerbées

Tout ceci a permis l'éclosion de critiques politiques visant toutes l'universalité des principes laïques, cette fois-ci dans la sphère occidentale. Le traumatisme ressenti par l'Occident à la suite des événements du 11 septembre 2001 et les conséquences graves sur les relations internationales de la guerre anglo-américaine « pour la démocratie » en Irak, en 2003, ont contribué à exacerber les oppositions. La théorie du « clash des civilisations », développée dès 1989 par Samuel Huntington, s'est ainsi attachée à contredire celle portée jusque-là par les tenants de l'expansion définitive de l'idéal laïque porté par la démocratie libérale⁽³⁾, illustrée par la théorie de la « fin de l'Histoire »⁽⁴⁾. L'embrassement actuel du Moyen et du Proche-Orient, avec la confessionnalisation guerrière de la concurrence politique entre chiites et sunnites et l'exportation, en Occident, du terrorisme djihadiste mondialisé, a mis à mal cette théorie de l'apaisement graduel, démocratique et laïque du monde moderne selon les principes universalistes et séculiers des droits de l'Homme. La résurgence actuelle des politiques de type nationaliste et identitaire portées par les anciens adversaires de l'Occident libéral et les effets internationaux déstabilisants de l'islamisme politique sont ainsi les signes clairs de ce retour en force de l'idéologie et de l'instrumentalisation du religieux (pas seulement islamique) à des fins politiques.

Les théories postcoloniales ont par ailleurs enfoncé le clou, en instillant le doute sur la dimension proprement universaliste du principe de laïcité. Au lendemain des troubles occasionnés par l'affaire des caricatures du prophète Mahomet d'abord publiées dans le journal danois *Jyllands-Posten*, en septembre 2005, puis reprises dans plusieurs journaux européens (dont, en France, *Charlie Hebdo*), la réflexion sur l'amplitude à donner à la liberté d'expression dans la critique des religions en Occident a opposé plusieurs analyses divergentes. Arguant des inégalités réelles dans l'application des principes laïques eux-mêmes selon les personnes ou les espaces considérés, certains de ces penseurs dénoncent ainsi une entreprise de domination des élites blanches sur des populations culturellement déconsidérées⁽⁵⁾. La bonne conscience occidentale masquerait artificiellement son réel complexe de supériorité par cette opposition binaire et simplificatrice faite entre raison, liberté de pensée et d'expression (laïque), et obscurantisme, fondamentalisme et

« La résurgence
actuelle des
politiques de type
nationaliste et
identitaire portées
par les anciens
adversaires
de l'Occident
libéral et les effets
internationaux
déstabilisants
de l'islamisme
politique sont
les signes clairs
d'un retour en
force de l'idéologie
et de l'instrumenta-
lisation
du religieux
(pas seulement
islamique)
à des fins
politiques. »

(3) Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations* (1996), Odile Jacob, 1997.

(4) Proposée par son collègue Francis Fukuyama au lendemain de la chute du mur de Berlin, avec son ouvrage *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme*, Flammarion, 1992.

(5) Talal Asad, Wendy Brown, Judith Butler, Saba Mahmood, *La critique est-elle laïque ? Blasphème, offense et liberté d'expression*, Presses universitaires de Lyon, 2015.

(6) Voile des élèves, puis des parents accompagnateurs de sortie scolaire à l'école publique, voile intégral dans les espaces publics, burkinis sur les plages, voile arboré par des représentantes syndicales ou politiques...

soumission (religieux). Mâtinée par une relecture de la liberté humaine intrinsèquement limitée par les déterminismes induits par le pouvoir masqué de la psychologie collective, cette critique post-moderne conteste le postulat d'une réelle autonomie du sujet dans ses choix les plus fondamentaux. L'idée de laïcité masquerait ainsi une gestion radicalement différente de la place de l'Homme dans sa quête de la Vérité et dans son face-à-face avec Dieu, proposée par les pensées chrétiennes et islamiques. La laïcité en serait alors réduite à sa seule dimension culturelle et ethnocentrique. Cette nouvelle critique contribue encore au succès d'un relativisme culturel et civilisationnel qui vise à déconsidérer la place prise, dans le concert mondial, par des valeurs soi-disant universalistes, uniquement fortes, selon elle, de leur commune inspiration chrétienne et occidentale.

Un débat sujet de tensions, parfois de divisions

L'évolution relativement récente des modalités de la manifestation d'une appartenance religieuse dans l'espace public et la pluralisation sociale associée sont pointées presque uniquement en France à partir de thématiques fantasmatiques et réactionnaires. Celles-ci, associées à une rhétorique guerrière, se nourrissent de la crainte à la fois de l'invasion culturelle et religieuse (le fameux « grand remplacement »), de la fin d'une culture ancestrale de l'émancipation reçue de l'enseignement des Lumières (la « laïcité en danger »), tout en privilégiant l'emploi du registre anxiogène de la déploration.

Axé sur la défense de son modèle propre érigé abusivement en exception nationale et en même temps en philosophie de type universaliste, le débat sur la laïcité en France ne cesse en effet de rebondir et de s'envenimer, affaire après affaire⁽⁶⁾. Son seul effet politique est pourtant une recomposition inédite des sensibilités de droite et de gauche sur l'interprétation historique et philosophique et la teneur juridique du principe même de laïcité. Instrumentalisés par une extrême droite faisant feu de tout bois face à la thématique inépuisable des dangers supposés de l'immigration, les partis de droite et de gauche sont profondément divisés en leur sein même sur le sujet, sans que les militants de base ne s'y retrouvent vraiment. Ce qui contribue encore au brouillage des identités politiques en permettant des rapprochements inédits entre des personnalités qui semblaient, à l'origine, de bord opposé.

En s'emparant de tous les prétextes possibles, et en se focalisant essentiellement sur la visibilité accrue de l'islam depuis la fin des années 1980, le débat actuel paraît devoir inéluctablement s'enliser dans la répétition compulsive et stérile des mêmes argu-



La défense de la laïcité doit cesser de se focaliser sur la dénonciation routinière et systématique de la nocivité de l'emprise religieuse sur les individus en général, et, à l'heure actuelle, sur la visibilité propre à la pratique musulmane dans l'espace public en particulier.

ments. En permettant d'esquiver habilement les thématiques économiques et sociales qui continuent de défier une société confrontée au développement accéléré des inégalités, cette querelle – surtout médiatique – apparaît comme essentiellement clivante. Le risque encouru est que cette obsession de la laïcité, banalisant le rejet de l'islam et de ses fidèles dans l'opinion publique, contribue à fracturer plus encore une société qui ne cesse de douter d'elle-même, alors qu'elle est de plus continuellement en proie à l'insécurité provoquée par la succession d'actes terroristes majeurs commis sur son territoire.

De la défense de la laïcité aujourd'hui

La laïcité française s'est nourrie, tout au long de son histoire, de sa confrontation à un adversaire « religieux », inévitablement considéré comme intrinsèquement rétif à la modernité. Celui-ci a certes changé, et l'adversaire d'hier, le cléricalisme honni du catholicisme, est même parfois maintenant associé à la légitimation d'un discours laïque excluant l'islam, lorsque sont opportunément évoquées les racines judéo-chrétiennes de la culture française. L'anticléricalisme, issu d'une lecture partielle et volontairement partielle de la philosophie des Lumières, reste profondément ancré dans une certaine culture politique française, en particulier

Le risque encouru est que cette obsession de la laïcité, banalisant le rejet de l'islam et de ses fidèles dans l'opinion publique, contribue à fracturer plus encore une société qui ne cesse de douter d'elle-même...

de la gauche progressiste et républicaine, et ce depuis la Révolution française. Des décennies d'enseignement laïque et républicain, excluant explicitement le fait religieux, ont permis à cette idéologie antireligieuse d'infuser au sein de la population, au-delà même de son terreau d'origine.

La défense de la laïcité doit donc cesser de se focaliser sur la dénonciation routinière et systématique de la nocivité de l'emprise religieuse sur les individus en général, et, à l'heure actuelle, sur la visibilité propre à la pratique musulmane dans l'espace public en particulier. Cette rhétorique partagée, qui réactive des conceptions d'arrière-garde sans aucun effort de réflexivité, se déshonore de surcroît par ses présupposés racistes. Ce combat mené au nom de « l'émancipation laïque » se révèle sans aucune efficacité et alimente, voire justifie quotidiennement, des discriminations à la fois sexistes et religieuses⁽⁷⁾. Les militants de la laïcité devraient, ce me semble, s'attaquer à deux chantiers autrement plus importants : continuer une lutte universalisable contre les fondamentalismes, qu'ils soient d'origine religieuse ou laïque, car ils sont chacun foncièrement antilibéraux et oppresseurs de l'individu ; et s'efforcer de penser de manière plus constructive le pluralisme religieux et convictionnel existant de fait, dans nos sociétés modernes, et ce, de manière égale et équilibrée pour tous et toutes. ●

(7) Joan W. Scott, *La Religion de la laïcité*, Flammarion, 2018.